

France-Chine : quels nouveaux partenariats ?

Colloque de la Fondation Prospective & Innovation – Futuroscope de Poitiers,
29 août 2014

Le texte ci-dessous ne constitue pas le compte rendu exhaustif ou officiel du colloque, mais un résumé établi à partir de notes prises sur place.

Claude CHANCEL, professeur agrégé, auteur de « *Le grand livre de la Chine* », Eyrolles, 2013

Lorsqu'on évoque la Chine, il ne faut jamais oublier les échelles géographiques (c'est le troisième pays le plus vaste du monde, qui fut au 18^e le premier), démographiques (on compte 21 Chinois pour 1 Français), économiques (en 1830, la Chine représentait 20% de la population et 30% du PNB mondial, ce sera peut-être la même chose en 2030...), historiques (c'est, disait le général de Gaulle, « une nation aussi vieille que l'histoire ») ; elle est aujourd'hui le chantier, l'atelier et le banquier du monde et possède la plus grande diaspora.

Deng Xiaoping a inventé « l'économie socialiste de marché », un capitalisme d'Etat qui a désormais ses champions internationaux, dans un pays qui forme le plus d'ingénieurs chaque année et entame le combat pour les normes et les marques mondiales : il compte trois des cinq plus grands équipementiers téléphoniques de la planète et constitue un futur grand constructeur aéronautique. Il ne néglige pas pour autant le *soft power* : bientôt un millier d'Instituts Confucius, une agence de notation propre, un classement international chinois des universités et affirme sa puissance sur le marché de l'art, dans les médias (*Chinawood*...).

De ses problèmes, la Chine fait elle-même le diagnostic : vieillissement rapide, ralentissement de la croissance, inégalités sociales, pollution, corruption etc.

Le pays dispose de la plus grande classe moyenne du monde, qui a des dépenses contraintes mais aussi à présent souveraines : le Chinois nouveau est instruit, connecté.

La Chine est un acteur essentiel de la scène internationale. Elle joue un rôle majeur dans le Groupe de Shanghai (qui rassemble les 14 pays voisins avec lesquels elle a des frontières terrestres), dans celui des BRICS, qui se veut une alternative à *Bretton Woods* et concerne l'Afrique, dans l'ASEAN, avec laquelle a été signé un traité de libre-échange, mais où elle doit faire face à une coalition des inquiétudes. Ce pays nous lance deux défis : notre positionnement dans le monde et nos relations avec lui.

Caroline PUEL, journaliste, écrivain, titulaire de la chaire « Chine contemporaine » à Sciences Po Bordeaux

Il nous faut réinventer notre relation avec la Chine. Nous disposons d'un héritage politique – la reconnaissance par le général de Gaulle, et à ce titre en célébrer le cinquantième est bien pour les jeunes Chinois –, la formation dans notre pays d'hommes comme Deng Xiaoping, Zhou Enlai et d'autres. Mais fondamentalement nous sommes aux yeux des Chinois « romantiques », notamment quant à la manière de gérer notre patrimoine culturel ; la France a transformé ce patrimoine en matière diplomatique – les Années croisées ont inspiré les Chinois, qui ont dupliqué l'évènement avec la Russie, la Grèce... -. La diplomatie culturelle est essentielle mais la politique d'indépendance de de Gaulle ou la position de la France lors de la guerre en Irak ont été bien perçues en Chine. Nous devons capitaliser sur ces avantages, car il y a érosion de nos positions en Chine.

Les relations bilatérales ont été jalonnées de crises :

► dans les années 1990 à 1994, avec les ventes d'armes à Taïwan, qui ont laissé des traces quant aux engagements à long terme de la France ;

► le passage de la flamme olympique à Paris en 2008, dans un contexte de répression au Tibet. Les JO étaient le symbole de la renaissance de la Chine et de son développement pacifique : cet évènement a été insignifiant aux yeux des Français, mais un choc pour les Chinois, ressenti comme ce

que J.P. Raffarin a nommé « un dépit amoureux ». La fascination à propos de la France s'est brutalement arrêtée et l'image du pays est devenue désastreuse pour les jeunes Chinois ;

► depuis deux ans, le couple franco-allemand n'existe plus, essentiel à l'Europe comme aux yeux de la Chine. Dans le même temps, une France qui conserve des secteurs clés et des atouts majeurs se désindustrialise. En Chine, son image est désormais confuse, sa fiscalité inquiète les investisseurs et sa politique semble sans vision.

La relation demeure privilégiée, mais il reste du travail à faire sur le fond, en particulier dans le domaine des relations économiques. Nous avons deux atouts : la construction de l'Europe et notre relation avec l'Afrique. Les Chinois nous ont révélé une nouvelle Afrique, passée de l'assistanat au développement : il faut avancer ensemble sur ce continent.

Quelle est l'image de l'Europe en Chine ? Les Chinois ont cru à l'Europe... avant les Européens ! L'Euro a suscité chez eux un intérêt majeur, et le non au référendum une incompréhension totale. Il ne faut pas oublier leur aide lors de la crise de l'Euro. Ils sont pragmatiques, vont spontanément vers les leaders, en l'occurrence l'Allemagne : A. Merkel est reçue mieux que personne en Chine – image, protocole etc. -. A noter aussi l'intérêt chinois pour les anciens pays du bloc de l'Est, avec lesquels il y a des affinités, et où l'on trouve de grands spécialistes de la Chine.

Michel GODET, économiste, membre de l'Académie des Technologies

Tout ce que l'on a pensé en France durant quarante ans sur la Chine était faux, de par nos médias biaisés, notre inculture économique ; lorsque Simon Leys a révélé la réalité de la « révolution culturelle », il a déclenché un tollé et une chasse aux sorcières dans les milieux des médias et de la recherche. Pour ces médias, qui regorgent d'anciens maoïstes reconvertis en bobos, aujourd'hui tout est négatif en Chine : c'est le capitalisme sauvage – certes, mais la misère recule notablement -. Partisans d'une économie autoritaire de marché, ils se gardent de critiquer Cuba... Il n'existe pas de regard biculturel. Sans connaissance de l'histoire, on ne peut rien comprendre, même dans les relations d'affaires.

La question démographique est essentielle : on le voit avec le Japon d'aujourd'hui, qui a perdu trente millions d'habitants. La Chine va passer après l'Inde, qui comptera 400 millions d'habitants de plus, la Russie va également chuter sur le plan de la population.

N'oublions pas que la Chine (un tiers des réserves mondiales de devises) nous sauve : si elle n'achetait plus d'Euros, nous n'aurions pas les mêmes taux d'intérêt – Peugeot PSA vend plus en Chine qu'en France, Angela Merkel passe chaque année plusieurs semaines en Chine, les Suisses – qui n'ont pas de politique industrielle et donc une industrie florissante – dégagent aussi des excédents commerciaux avec ce pays.

On peut être optimiste sur la capacité de la Chine à surmonter ses problèmes de corruption, d'environnement (Beijing est aujourd'hui aussi pollué que Londres au 19^e siècle). Il faut demeurer réaliste et, pour jauger un pays, avoir recours à des indicateurs pertinents comme l'indicateur « *Big Mac* » qui consiste à calculer combien de « *Big Mac* » un salarié peut acheter dans son pays : à cette aune l'écart de PIB entre la France et la Chine se resserre...

Jean-Michel SEVERINO, Président, « Investisseur & Partenaire »

Péril jaune et péril noir sont les deux fantasmes du 21^e siècle. L'Afrique représentera la moitié de la croissance démographique mondiale dans les trente prochaines années. C'est un continent en pleine croissance économique, qui atteindra un PIB de 5.000 milliards USD en 2050 (soit celui de la Chine aujourd'hui) ; pour ce dernier pays c'est une source majeure d'énergie et d'alimentation, et ce sera à l'avenir une terre de délocalisation des industries de main d'œuvre. Pour la France, c'est un enjeu majeur d'exportation : 200.000 personnes sont aujourd'hui employées dans ce commerce avec l'Afrique, soit 50% de plus qu'il y a dix ans, et ce sera entre 800.000 et un million dans les années 2050, soit un chiffre considérable. Nous allons devoir nous entendre avec les Chinois qui y jouent un rôle essentiel (2 des 5% de la croissance africaine sont dus à la Chine, qui y est le premier investisseur public et privé,

dans tous les domaines). 800.000 Chinois sont en Afrique, dont la présence a aussi des aspects négatifs : montages financiers douteux, heurts sociaux etc. C'est la première destination à l'étranger du nouveau président Xi Jinping. Cette présence chinoise est perçue négativement en France, comme une concurrence jugée déloyale (BTP, équipement...) – la France a divisé par deux sa part de marché en Afrique en dix ans : mais en fait nous avons perdu des parts au profit de nos concurrents européens, notamment l'Allemagne -. Les Chinois sont perçus différemment par l'industrie de consommation française, avec laquelle il y a des coopérations (télécoms...) ; les milieux financiers français sont indifférents. Tout le monde ayant intérêt à la stabilité de la croissance africaine, nous avons intérêt à collaborer avec la Chine, même si nous serons concurrents dans certains secteurs.

L'Afrique deviendra lieu de délocalisation industrielle : nouvelle étape pour la Chine, nouvelle frontière pour la France ; une partie de ce qui est aujourd'hui produit en Chine le sera demain en Afrique (textiles...). Il s'agit d'une relocalisation industrielle, qui doit faire l'objet de politiques publiques, et doit voir le secteur financier revenir au cœur de cette relation. C'est le terrain le plus important de notre avenir économique en ce siècle, et la première réserve de créations d'emplois en France.

Jean-Paul BETBEZE, conseiller économique de Deloitte, Senior Advisor Crédit Agricole

Il n'est pas simple de passer de la concurrence, qui est de l'ordre de la réalité, au partenariat, qui relève de celui du désir. Cette concurrence doit être non destructrice, c'est-à-dire régulée, il faut une « concurrence éclairée ». Nos partenariats inégaux sont en crise dite 842 (Chine 8% de taux de croissance, USA 4%, Europe 2%). Il s'agit d'une crise de la dette - la Chine fait crédit aux Etats-Unis (elle a perdu le tiers de ses bons du Trésor américain...) – dont le montant représente (dettes publiques et privées) la somme astronomique de 125 trilliards USD, avec, en terme réels, un taux de rémunération zéro. L'autre crise est celle de l'inégalité du partenariat : le monde financier se fracture, la zone € a une politique monétaire autonome, les pays émergents s'organisent (par exemple la banque régionale des BRICS, qui va s'installer à Shanghai. On observe ainsi une dé globalisation financière, dans laquelle la part de marché du RMB a dépassé celle de l'€ dans les transactions.

Or il faut que les partenariats soient équilibrés, mutuellement avantageux, bâtis pas à pas, multipliant les alliances (il faut de la concurrence ET de la coopération).

Jean-Dominique SENARD, Président directeur général de Michelin

Il existe une affection réciproque entre Michelin et la Chine, où l'entreprise s'est implantée à partir des années 1980 : elle y emploie aujourd'hui 8.000 personnes et dispose de quatre usines (Shenyang – son « paquebot industriel - ; Shanghai...), et bientôt une cinquième. La demande de mobilité est à la racine de la croissance de Michelin en Chine : l'entreprise veut participer à une croissance pérenne et propre, c'est un aspect fondamental. Cette présence est industrielle mais concerne aussi la recherche : il faut dépasser la simple production industrielle pour accompagner la Chine dans un développement économique pérenne.. A cet égard, le pneu (qui influe fortement sur la consommation d'essence) est un outil technologique majeur Le « pneu vert » a été, dans une indifférence totale, introduit par Michelin dans les années 1990. Dans quelques jours aura lieu à Beijing, en centre ville, le pris de formule 1 alignant des véhicules électriques, afin de démontrer que la technologie peut permettre une mobilité pérenne. En matière de pneus agricoles, les besoins chinois sont énormes, et leur qualité peut totalement changer la rentabilité d'une exploitation agricole. Les conditions faites à la propriété intellectuelle s'améliorent : nous ne pouvons la conserver dans la durée – la Chine a besoin de technologie, et elle l'aura -. Il nous faut donc conserver un temps d'avance, c'est la clé du problème, d'où la R&D en Chine, car le potentiel est devant nous.

MICHELIN 2

Erik GRAB, Directeur de la prospective, Michelin. A travers le Challenge Bibendum, Michelin propose plusieurs ruptures :

► la réduction du CO2, à travers un marché monétisé ;

- ▶ la mise en œuvre de zones à faible émission de CO2 (200 g/km. aujourd'hui, il faut viser 50 g.) ; à Beijing, 42% des particules proviennent des échappements, le reste du charbon ;
- ▶ l'innovation dans le transport des personnes (porte à porte) et des marchandises (logistique du dernier kilomètre) ;
- ▶ l'investissement privé dans les infrastructures : 120.000 milliards USD sont à trouver à cet effet dans le monde.

Tout ceci doit générer de l'innovation et de l'emploi.

Jérôme BEDIER, Secrétaire général de Carrefour

La Chine (250 magasins en *joint ventures* avec 15 partenaires chinois, 70.000 employés, 6 milliards USD de chiffre d'affaires) est essentielle au groupe depuis 1995 : elle y compte plus de magasins qu'en France et l'on y ouvre entre 20 et 30 magasins par an, en passant au format de proximité. Il faut, en Chine, du temps et de la confiance avec les hommes et une vision à long terme.

Carrefour, à travers sa fondation, s'est engagé en faveur de la sécurité alimentaire, en partenariat avec des municipalités. Le groupe a également lancé un programme d'achat direct dans des coopératives agricoles villageoises à partir de contrats de 3 à 5 ans. Les autorités chinoises suivent de près l'évolution d'un commerce électronique, qui doit être régulé (concurrence, moyens de paiement...) : c'est également un objet de partenariat.

Henry SAINT-BRIS, Senior vice-président marketing & relations institutionnelles, Suez Environnement

Le groupe est présent en Chine depuis trente ans, et a commencé par s'implanter à Hongkong ; il ne réalise que des investissements à 50/50% avec les municipalités et investit dans la recherche & développement (universités Qingha, Tongji). Leader dans le traitement de l'eau et des déchets, Suez emploie en Chine 7.000 personnes et y réalise un chiffre d'affaires d'un milliard €. Il est très présent dans les parcs industriels dans un contexte marqué par l'urbanisation croissante et la rareté de l'eau, notamment à Beijing et des problèmes adjacents (nuages de poussières, doublement du volume des ordures ménagères : 150 milliards de tonnes aujourd'hui, 300 millions en 2023...).

La population est défiante envers la qualité de l'air et de grands projets concernent l'eau : transferts, dessalement (100 projets d'usines de dessalement de l'eau de mer), réutilisation des eaux usées (5% en Chine contre 20% dans le reste du monde) et concernant également les déchets (valorisation, enfouissement...). La Chine dispose de deux forces : une volonté politique (que l'on a déjà vue à l'œuvre pour la consommation de l'eau avec l'introduction des trois tarifs) et une rapidité d'adaptation des opérateurs. Pour réussir en Chine, il faut de la confiance et du temps, partager savoir-faire et innovations.

Michèle PAPPALARDO, « Vivapolis »

Comment exporter en Chine la « ville durable à la française » ? Un atout est constitué de nos villes moyennes, vivables, disposant de patrimoine et d'un dynamisme innovateur : toutes sont différentes, mais toutes ont quelque chose de français, ceci est une évidence pour nous. Un second atout est d'avoir des entreprises leader sur ce qui fait la ville, très présentes en Chine (Véolia, Alstom, Schneider etc.). Notre faiblesse est de ne pas être conscient de ce qui précède : nous ne savons pas nous vendre et agissons en ordre dispersé, gage d'inefficacité. Vivapolis entend donc fédérer : diverses agences publiques, pas moins de six ministères, **sans** parler des entreprises, laboratoires et autres, travaillent sur la ville durable à la française.

Il y a quatre sujets essentiels :

- ▶ l'objectif : l'homme et ses conditions de vie (travail, santé, mobilité, culture, services sociaux...) ;
- ▶ les performances : ville verte, sobre, intelligente...
- ▶ la gouvernance (long terme, participation populaire,...) ;

► capacités d'adaptation : il n'existe pas de modèle (la ville doit s'adapter au climat, à la culture, à la religion...).

On tente donc de développer des quartiers « à la française » (deux accords ont été signés avec la Chine, concernant Shenyang et Wuhan, Chengdu a aussi un projet) mais tout ceci demeure balbutiant. Est-ce que les deux parties se comprennent bien ? Comment être rapidement opérationnel ? Telles sont les questions en suspens.

Enrique BARON CRESPO, ancien Président du Parlement européen

En 1985, la Chine et l'Union européenne ont signé un partenariat stratégique (l'UE comportait douze Etats à l'époque, contre 28 et 500 millions d'habitants aujourd'hui). On négocie à présent un nouveau partenariat avec le premier partenaire commercial de l'Union européenne, et avec lequel il faudrait des relations autres qu'économiques. La Chine, qui se rapproche de la Russie, nous fait observer que nous avons un Etat providence obèse – par ailleurs populaire chez elle - : il nous faut défendre et adapter le modèle social européen.

Hubert VEDRINE, ancien ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine Conseil

La commémoration du 50^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques franco-chinoises, dans un pays saturé de commémorations, ne fournit aucune réponse pour la suite... En 1964, c'était un événement : la France était pionnière et partenaire unique. Nous avons vécu là-dessus depuis, mais le monde a complètement changé ! Dans le monde actuel, les Chinois se soucient des Etats-Unis, du Japon, et accessoirement de la Russie et d'une Europe dont ils ont du mal à voir à quoi elle correspond exactement. Vu de Chine, la France n'est en rien privilégiée. Le principal défi des relations franco-chinoises se trouve en France : il faut construire des raisons convaincantes pour la Chine de demeurer un partenaire de poids, tandis qu'alternent tensions et périodes de bonne intelligence. Comment gérer les premières : au niveau national ? européen ?

Il faudrait définir un domaine qui constituerait la base de notre relation avec la Chine dans la durée : l'aéronautique, l'Afrique, les technologies ? Je proposerais l'écologisation (de l'industrialisation, de l'agriculture, des transports, de l'habitat...) ; dans ce domaine la France a une capacité de haut niveau, alors que les Allemands ont une caricature de transition énergétique.

Cheng TAO, ancien ambassadeur, ancien Vice-président de l'Institut des affaires étrangères du peuple chinois

En matière de relations franco-chinoises, la France a été pionnière dans de nombreux domaines, notamment sous la présidence du général de Gaulle et de Jacques Chirac. Mais ces relations ont connu des hauts et des bas (1989-1994, 2008...). Les Français sont orgueilleux, romantiques, indisciplinés et s'érigent en professeurs du monde entier – mais il en est aujourd'hui qui viennent étudier en Chine. Copier n'est pas une faute – voyez la calligraphie – il faut donc vendre vos technologies à la Chine (et pas trop cher, car elles sont vite périmées !).

Jean-Pierre RAFFARIN, Vice président du Sénat, ancien Premier ministre

En résumé, pour avoir un partenariat satisfaisant avec les Chinois, il faut :

- les aimer,
- bannir l'ethnocentrisme,
- le fonder sur l'avantage mutuel,
- garder une longueur d'avance en matière d'innovation, s'intéresser à « l'écologisation », privilégier la sobriété au baratin et ne pas négliger les partenariats croisés avec l'Afrique.

Etabli par Alain Labat, président de la Fédération des associations franco-chinoises.

Mieux connaître la Fondation Prospective & Innovation : <http://www.prospective-innovation.org/>